

Mulroney dénonce l'attitude des négociateurs sur le libre-échange

GILLES GAUTHIER
envoyé spécial de La Presse
VENISE, Italie

Le premier ministre Brian Mulroney a dénoncé hier, à la suite d'une rencontre avec le président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, l'attitude des représentants qui négocient le libre-échange canado-américain.

«Il faut que les négociateurs comprennent, si ce n'est pas encore le cas, que c'est un problème sérieux, compliqué et urgent, et que nous voulons qu'ils se comportent en conséquence», a déclaré M. Mulroney, après les entretiens qu'il a eus hier à Venise avec le chef de la Maison-Blanche, au lendemain du Sommet économique.

Le premier ministre a aussi demandé à M. Reagan d'exercer des pressions sur le Congrès et l'Ad-

ministration afin qu'ils appuient pleinement les négociations.

M. Mulroney s'est dit d'avis qu'il est plus difficile pour le chef du gouvernement américain que pour le premier ministre canadien de faire valoir son point de vue aux autres instances gouvernementales et d'assurer le suivi nécessaire. Et ce à cause du système politique de ce pays, qui est fondé sur la division des pouvoirs.

«Il est important que nous leur rappelions de façon à galvaniser l'appui du Congrès et de l'Administration. J'ai reçu un engagement en ce sens du président aujourd'hui», a dit M. Mulroney.

Au cours de la rencontre d'hier, les deux chefs de gouvernement ont, a ajouté M. Mulroney, cerné les problèmes, se sont entendus sur les principes et sont convenus de préciser davantage

leurs instructions aux négociateurs.

«Nous avons parlé de l'implication du président et de la haute direction de l'Administration et ce, afin de provoquer, dans les délais qu'il nous reste, un résultat heureux.»

«M. Reagan réalise, poursuit M. Mulroney, qui est rentré au Canada après la rencontre, qu'il s'agit d'une négociation extrêmement difficile et complexe, et qu'on est loin de l'avoir terminée. Il y a encore une foule de sujets qui demeurent en suspens. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.»

On a notamment discuté hier du mécanisme de règlement des différends et de son importance dans le projet global qui doit être soumis à la fin des négociations. La question des investissements a également été abordée.